

# Le Parti socialiste vit une des plus graves crises de son histoire

LE MONDE | 12.08.2016 à 11h29 | Par [Bastien Bonnefous](#)

Tout un symbole. Les socialistes ne se réuniront pas à la fin du mois, comme chaque année, pour marquer la rentrée politique à gauche. L'université d'été du PS, prévue à Nantes, a été annulée en juin, officiellement pour prévenir des risques de violences de mouvements contestataires. Mais la décision prise par la direction du parti n'a guère fait de remous en interne, tant les socialistes, divisés, semblent désormais peu enclins à afficher une union de plus en plus factice.

Comme l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens, le PS français traverse une crise profonde. En 2012, au lendemain de la victoire de François Hollande à la présidentielle, il détenait l'ensemble des pouvoirs politiques dans le pays : la présidence de la République, le gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, ainsi que la majorité des régions, des départements et des mairies. Quatre ans plus tard, cet édifice est à terre. Le PS a perdu toutes les élections intermédiaires et le gouvernement de Manuel Valls a été contraint de recourir à deux reprises à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter sans vote la loi Macron sur la croissance et la loi travail, faute de majorité absolue au Parlement.

Les élections municipales et départementales, en mars 2014 et 2015, se sont soldées pour le PS par un plan social d'envergure, avec une perte considérable d'élus, et avec eux, de militants et de financements publics pour le parti. Arrivé troisième lors du scrutin régional de décembre 2015, avec 23 % au premier tour et cinq régions conservées au second, le PS tente de se rassurer en considérant qu'il n'y a pas de majorité alternative crédible à sa gauche, mais il est doublé par le Front national et Les Républicains et a été contraint de se saborder dans le Nord - Pas-de-Calais et en PACA pour empêcher la victoire de l'extrême droite.

A huit mois de l'élection présidentielle, le PS est toujours en panne. Faute de leadership incontestable, le chef de l'Etat est contraint de passer par une primaire interne en janvier 2017. Et le débat persiste entre les « frondeurs », qui plaident pour une relance de la croissance par l'investissement et l'aide à la consommation, et l'exécutif, qui maintient sa politique de l'offre et de baisse des déficits.

Le contexte sécuritaire actuel pourrait mettre en sourdine ces divergences économiques et sociales, mais au-delà, c'est l'incapacité des socialistes à bâtir une société nouvelle qui est mise en question. Signe de ce malaise, l'hémorragie militante subie par le PS : depuis 2012, 40 000 adhérents – au minimum – ont rendu leur carte et ils n'y a plus, aujourd'hui, qu'entre 60 000 et 80 000 militants à jour de cotisation.

Manuel Valls rêve, après 2017, de reconstruire le PS, mais le premier ministre reste minoritaire en interne. Le premier secrétaire de la Rue de Solferino, Jean-Christophe Cambadélis, entend d'ores et déjà le « dépasser », mais sa Belle Alliance populaire, censée ouvrir le PS sur d'autres pans de la société civile, a du mal à prendre forme. Quant à Emmanuel Macron, qui n'est pas membre du Parti socialiste, il juge que cette formation est, comme les autres, en partie responsable de la crise démocratique et politique que traverse le pays.